

Roger MASSÉ

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — DÉPARTEMENT DE LA SARTHE

5me CIRCONSCRIPTION — MAMERS

Elections Législatives

DU 23 JUIN 1968

Chères Électrices, Chers Électeurs,

Candidat en 1958, puis en 1962 et en 1967, je le suis à nouveau afin de continuer à mener avec vous le même combat pour donner à tous les travailleurs une part plus équitable dans la répartition des richesses. En 1967, 7.000 électrices et électeurs m'ont placé en tête des candidats de gauche. Je sais qu'à nouveau ils m'apporteront leur soutien par leur suffrage ; je suis sûr aussi que très nombreux seront ceux qui les imiteront ; je puis les assurer qu'ils n'auront pas meilleur défenseur de leurs intérêts.

Un mouvement d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelles soulève les couches laborieuses de la Nation.

Des usines, des champs, des bureaux, des universités monte l'exigence de changements politiques profonds.

Les travailleurs des villes et des champs sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué pendant 10 ans une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national.

Pendant ces 10 années, ce pouvoir a eu comme seule préoccupation l'intérêt des puissances financières. Pour l'immense majorité de la population, il s'est contenté de promesses.

Et pendant ces dix années, d'AILLIERES s'est prêté à cette duperie et a fait le jeu du gaullisme. Aujourd'hui encore, il obtient la récompense de ses bons et loyaux services en recevant l'investiture U.D.R. : c'est la noblesse qui défend la République !

Des revendications importantes refusées depuis des années viennent d'être imposées au patronat et au gouvernement.

Les vieux travailleurs, les pensionnés vont bénéficier également d'augmentations.

L'amélioration du pouvoir d'achat des ouvriers profitera aux commerçants, aux artisans et favorisera l'écoulement des produits agricoles.

Mais pour que les succès obtenus soient garantis et étendus :

IL FAUT UN CHANGEMENT COMPLET DE POLITIQUE.

Car si DE GAULLE reste au pouvoir, il s'efforcera de reprendre par l'aggravation du chômage, par l'augmentation des prix et des impôts ce que les travailleurs ont obtenu par la lutte.

Il continuera en même temps l'élimination des exploitations familiales (6.801 exploitations disparues dans la Sarthe de 1955 à 1967), du petit commerce et de l'artisanat.

CES ELECTIONS SONT DONC TRÈS IMPORTANTES POUR VOTRE AVENIR

Ne soyez pas Dupes

DE GAULLE cherche à rallier des voix en réutilisant le chantage au chaos et les vieilles calomnies contre le Parti Communiste reprises bien entendu par d'AILLIERES. Ce dernier oublie de dire que pour défendre la Liberté qu'il feint d'avoir tant à cœur, les communistes furent les premiers à être envoyés dans les camps de concentration en ALLEMAGNE pendant que M. d'AILLIERES père collaborait avec l'ennemi.

N'est-ce pas dans les pays où la répression anti-communiste est la plus féroce (comme au Portugal, en Espagne) que la misère est la plus grande ?

Par contre, les travailleurs des villes et des champs savent tout ce qu'ils doivent aux gouvernements à participation communiste ou soutenus par les communistes. De Gaulle lui-même n'avait-il pas des communistes dans son gouvernement à la libération ? Faut-il rappeler le rôle joué à l'époque par Ambroise CROIZAT, ministre du Travail ? A qui croyez-vous que nous devons la retraite des vieux, les congés payés, le vote des femmes, les nationalisations, l'office du blé, le statut de fermage ?



Claude DROUET

Aujourd'hui, nous sommes encore prêts à prendre toutes nos responsabilités. Nous vous soumettons notre programme démocratique et social avancé.

DANS L'ORDRE ECONOMIQUE :

Il faut :

- — promouvoir une véritable expansion économique ;
- — nationaliser les branches essentielles de l'économie pour limiter l'emprise des puissances financières ;
- — réduire les dépenses improductives comme la force de frappe ;
- — lutter contre la hausse des prix et l'inflation ;
- — réformer la fiscalité pour la rendre plus juste ;
- — mettre en valeur toutes les ressources du pays selon un plan démocratique de développement ;

NOUS AURONS AINSI LES MOYENS DE RÉALISER UNE VÉRITABLE POLITIQUE DE PROGRÈS SOCIAL.

DANS L'ORDRE SOCIAL :

Il faut :

- — augmenter le pouvoir d'achat, retraites et pensions ce qui développera la consommation intérieure, favorisera l'écoulement des produits agricoles et impulsera le commerce ;
- — abroger les ordonnances frappant la Sécurité Sociale ;
- — porter la retraite à 60 ans ;
- — réduire la durée du temps de travail ;
- — réformer notre enseignement et notre université dans un sens plus démocratique et dans le respect de la laïcité ;
- — élaborer un statut démocratique de l'O.R.T.F. ;
- — aider les vieux, les infirmes, les anciens combattants ;
- — soutenir le petit commerce, la petite entreprise, l'artisanat face aux grosses sociétés.

Une politique agricole sérieuse doit également être entreprise au plus vite.

Il faut donc :

- — promouvoir une politique de prix rémunérateurs et de débouchés ;
- — rétablir l'indexation ;
- — réduire les charges et la fiscalité qui écrasent les exploitants familiaux ;
- — assurer une retraite décente aux anciens ;
- — soutenir la coopération agricole sous toutes ses formes.

DANS L'ORDRE INTERNATIONAL :

Il faut mener une politique cohérente de Paix et d'Indépendance nationale, réclamer la cessation immédiate des bombardements américains sur la république démocratique du Vietnam et un règlement politique rapide du conflit.

EN M'APPORTANT VOTRE VOIX, VOUS APPROUVEREZ CE PROGRAMME QUI CORRESPOND AUX ASPIRATIONS DE NOTRE PEUPLE, A L'AVENIR DE NOTRE JEUNESSE, A L'INTÉRÊT DE LA RÉPUBLIQUE ET DE LA FRANCE.

UN CHOIX CLAIR

De Gaulle, Pompidou, et ici d'Aillières attaquent le Parti Communiste parce qu'il est l'adversaire le plus sérieux. Il nous font honneur mais ils se livrent à une manœuvre grossière. Le Parti Communiste est contre l'anarchie et les mots d'ordre soutenus par le P.S.U. qui conduisent à des affrontements violents et font le jeu du pouvoir.

Le choix qui se trouve posé au pays est clair ; il est entre :

— le pouvoir personnel menant à la dictature militaire ;

— et une démocratie nouvelle fondée sur l'union de toutes les forces démocratiques et de progrès.

Le Parti Communiste ne revendique pas pour lui seul le pouvoir comme le fait de Gaulle. Il est pour un gouvernement populaire et d'union démocratique dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

C'est ce qu'ont demandé déjà 5 millions de Français aux élections de 1967 !

Il est regrettable que la F.G.D.S. ne se soit pas encore prononcée sur un programme commun de gouvernement. La recherche d'une prétendue « 3me force » nous ramènerait à l'impuissance et au passé. Toutes les voix communistes seront autant de voix qui exprimeront l'exigence de l'union des Partis de Gauche sur un programme commun, et par là même, accéléreront la réalisation de cette union.

Vous savez bien qu'il n'y a pas dans notre pays de véritable politique de gauche et de progrès social sans le concours actif des communistes.

C'est pourquoi, dimanche, je vous appelle à voter et à faire voter massivement pour une claire et loyale politique d'Union.

VOUS VOTEREZ POUR :

Roger MASSÉ

PROFESSEUR DE C.E.G.
ADJOINT AU MAIRE DE LAVARÉ
Candidat du Parti Communiste Français

Remplaçant éventuel :

CLAUDE DROUET
Agent Technique Electricien, La Ferté-Bernard

Imp. Boulay - La Ferté-Bernard